



État des lieux des crises sécuritaires dans l'espace AES, des années 1990 à aujourd'hui

ZANGAOU Moussa

Résumé

L'espace Sahélien est connu pour ses turbulences sécuritaires. Il a expérimenté plusieurs catégories d'acteurs porteurs des violences dont les cas des bandits armés, de milices et rebellions armées, et surtout pour ces cinq dernières années des attaques terroristes. Les victimes de ces conflits dont l'intensité et les causes varient d'un État à un autre, sont plurielles. Dégagez un état des lieux de la situation sécuritaire de cet espace revient à relever les différentes crises qui l'affectent. Si hier, les rebellions et les milices ont été les véritables forces qui faisaient la une des médias dans cette sous-région, aujourd'hui, ce sont les groupes djihadistes qui symbolisent la préoccupation de trois (3) Etats.

Quelles sont ces crises ? Quelles sont, alors, leurs causes préjudiciables à la stabilité et à la paix de cet espace ? Quels sont les enjeux liés à ces crises et conflits qui secouent la zone ? Que faut-il faire pour assurer un minimum de paix aux populations de cette zone ? Ces interrogations permettent de dégager un plan qui s'articule autour des différentes crises et conflits armés observés, ensuite des types d'acteurs porteurs de ces enjeux sécuritaires et, enfin, d'une analyse critique des solutions entreprises pour l'instauration de la paix dans la sous-région du Liptako Gourma.

Mots clés : crises, sécurité, acteurs, Alliance des États du Sahel.

Abstract

The Sahel region is known for its security turbulence. It has experienced several categories of actors responsible for violence, including armed bandits, militias, and armed rebellions, and, especially over the past five years, terrorist attacks. The victims of these conflicts, whose intensity and causes vary from one state to another, are numerous. Assessing the security situation in this region means identifying the various crises affecting it. While in the past, rebellions and militias were the real forces making headlines in this sub-region, today, it is jihadist groups that are the focus of concern for three states.

What are these crises? What are their detrimental causes for the stability and peace of this area? What are the issues related to these crises and conflicts that are shaking the area? What must be done to ensure a minimum of peace for the populations of this area? These questions allow us to draw up a plan that focuses on the various crises and armed conflicts observed on the one hand, then the types of actors responsible for these security issues and, finally, a look at the system of solutions undertaken for the establishment of peace in the Liptako Gourma sub-region.

Keywords: crises, security, actors, Alliance of Sahel States.

NOTE : Cet article est tiré de la présentation de ZANGAOU Moussa, Maître de Recherches CAMES IRSH/UAM, pendant la Conférence “État des lieux de la sécurité dans l'espace Alliance des États du Sahel » organisée par IRSH dans le cadre du projet « Promotion de la coexistence pacifique, de la protection, et de dialogue interreligieux au Niger » AID 012970/01/4, projet financé par l'Agence Italienne de Coopération au Développement.

Cette publication a été réalisée avec la contribution de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement. Le contenu de cette publication est exclusif responsabilité de Nexus ER ETS et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'Agence.

Introduction

« ... les conflits et les guerres sont une affaire humaine banale, ordinaire, qu'on rencontre dans l'histoire de tous les peuples. Les intérêts en cause sont différents, mais une fois que la guerre est déclenchée, toutes les guerres se ressemblent » (in J.K. Zerbo, A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein, 2013 : 74). Il y a environ un quart de siècle, à propos des violences qui secouent notre monde, Claude Julien (1989 : 5) écrivait « ... la violence a fait rage en Amérique latine, en Afrique, en Asie. Dix-sept millions de morts sous des cieux exotiques, en des paysages de jungles, de déserts, de rizières. Guerres de décolonisation, sanglants combats inter ethniques, impitoyables luttes révolutionnaires, rivalités de nations voisines ... ». Ces Chiffres ont certes évolué après 1990, en ce qui concerne l'Afrique, précisément l'Afrique de l'ouest, plus précisément dans le Sahel entendu à travers les 5 pays du Sahel à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Un espace victime des guerres provoquées et que seule la Mauritanie semble bénéficier d'une certaine accalmie ou protection.

Les acteurs porteurs de ces violences sont des réseaux de bandits armés, de milices et rebellions armées et surtout, pour ces 5 dernières années, des attaques terroristes ont été ou sont

enregistrées. Les victimes des conflits armés avec souvent des causes différentes varient d'un État à un autre. Parmi les causes communes à ces crises et conflits armés d'aujourd'hui figurent une montée extrême des particularismes identitaires mais aussi le fait que la guerre soit devenue une entreprise rentable pour certains groupes d'individus (Zangaou, 2013 : 18 -19). Dégagez un état des lieux de la situation sécuritaire de cet espace revient à relever les différentes crises qui affectent ces 3 Etats confédérés qui constituent aujourd'hui, selon certains écrits et médias, une zone de grande turbulence au niveau international. Les différents trafics illicites et la criminalité endeuillaient, déjà, chaque jour de nombreuses familles soulignait Moulaye Zeini (2005 :46-52). Si hier, les rebellions et les milices ont été les véritables forces destructrices qui faisaient la une des médias nationaux et internationaux dans cette sous-région africaine, aujourd'hui, ce sont les groupes djihadistes qui symbolisent la préoccupation principale de 3 Etats. Plusieurs situations nouvelles comme les changements de régimes sont liées aux contextes sécuritaires. Pour évoquer le bilan sécuritaire du Burkina Faso, du Mali et du Niger, il y a des moments de troubles ou de violences armées dans leur passé et continuent d'être secoués par les mêmes acteurs porteurs de cette conflictualité. Ils sont encore d'une fragilité extrême, particulièrement dans les localités des pays qui ont été les théâtres des violences liées aux groupes d'autodéfense, rebellions et aux attaques terroristes. Des mesures furent préconisées pour chaque cas de crise observée en vue d'assurer la sécurité des populations et de leurs biens, comme entre le gouvernement et les groupes armés. Quelles sont ces crises ? Quelles sont, alors, leurs causes préjudiciables à la stabilité, à la paix et au développement de cet espace ? Quels sont les enjeux liés à ces crises et conflits qui secouent la zone ? Que faut-il faire pour assurer un minimum de paix durable aux populations de cette zone ? Ces interrogations permettent de dégager un plan qui porte sur les différentes crises et conflits armés observés d'une part, ensuite les types d'acteurs porteurs de ces enjeux sécuritaires et, enfin, un regard sur le système de solutions entrepris pour l'instauration de la paix dans la sous-région de l'Autorité du Liptako Gourma.

Crises et conflits armés dans l'espace AES : Typologie et causalité

L'espace AES a connu plusieurs crises et conflits armés dont les causes sont multiples. Parmi les nombreux pays affectés par ces crises, notre communication s'intéresse particulièrement à trois pays qui sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Quelles sont les crises les plus fréquentes dans cet espace et comment sont-elles perçues ? Les relations entre les groupes d'acteurs porteurs des violences armées de certaines régions comme Fada Gurma au Burkina Faso, Gao au Mali et Tillabéri au Niger pourraient-elles engendrer ou prévenir d'autres crises ?

Les principaux types de crises

Parmi les crises illustratives de la situation sécuritaire de 3 pays, on peut citer entre autres :

- *Les crises naturelles*

Parmi les crises naturelles classiques, il y a les sécheresses, les famines, les inondations et les invasions des criquets ou oiseaux qui ont secoué et fragilisé les populations du sahel. Combien des familles ont perdu l'essentiel de leurs richesses (animaux, récoltes) et acceptent impuissamment la fatalité comme solutions, dans un contexte dit de changement climatique. Ces crises sont répandues et évoluent dans le temps et dans l'espace. Elles concernent également les questions liées à la gestion des ressources naturelles (eau, terre) qui sont convoitées par certains groupes à la fois nationaux et transnationaux développant parfois des stratégies d'accaparement des terres.

- *Les crises liées aux problèmes des frontières*

Ces crises ont cessé de se manifester comme celles survenues entre le Bénin et le Niger en 1963 ou entre le Mali et le Burkina Faso en 1984, pour rebondir dans le contexte sécuritaire des années 2020 à la faveur de la crise dite de la CEDEAO. Les enjeux ici portent sur le non-respect des frontières par la mobilité par exemple des pasteurs. Il y a aussi le fait que la plupart des groupes armés non étatiques trouvent facilement refuge dans les frontières entre États comme le cas de la forêt de Foulsaré située entre le Burkina Faso et le Mali. Le banditisme transfrontalier qui relie les régions Fada Gurma, Gao et Tillabéri fait que cette zone intéresse les trafiquants d'armes illicites, d'animaux et les djihadistes. Les multiples opérations illicites qui se passent, à partir de la Libye et de l'Algérie, en direction du Mali et du Niger constituent de sortes des réservoirs marchands trafiquants souvent insaisissables, avec de nombreuses complicités qui traversent l'ensemble du Sahel. Les pays du Maghreb, précisément l'Algérie et la Libye constituent une véritable source de menace contre l'AES. Cf. la traversée des trafics.

- *Les crises identitaires*

Elles se manifestent sur la base des particularismes fondés sur la région, l'ethnie et la langue. De nombreuses revendications puisent leur justification sur le sentiment de marginalisation et d'injustice que certains groupes éprouvent. De nombreux conflits ouverts comme les rebellions

et les milices sont le résultat de telles perceptions. Lesquelles perceptions sont soit fondées, soit non justifiées ? La persistance et la multiplication de ces mouvements de revendication, selon les régions et les communautés, montre bien l'intérêt de les gérer autrement, vue leur extension rapide au niveau sous- régional par d'autres acteurs. Le « Livre Blanc sur le Problème du Nord du Mali » (1994 :16-18) montre bien comment les bonnes intentions des acteurs concernés pourraient conduire à des résultats improductifs. La question touarègue, la question arabe et plus tard la question peule au Mali et même au Sahel montrent les limites des solutions des États africains. C'est le même regard sur la crise libyenne de ces dernières années où des mouvements armés sont constitués sur la base des groupes d'influences communautaires et criminelles.

- *Les crises sociales*

Elles sont liées aux tensions sociales comme les dénonciations, les grèves, les affrontements entre catégories socio-professionnelles, au développement du chômage.

- *Les crises économiques*

La vulnérabilité et la pauvreté constituent des indicateurs d'appréciation du malaise qui règne dans un corps. Dans ces zones vastes, enclavées, sous-administrées, les économies locales et nationales souffrent du manque des facteurs de production et d'encadrement. Les investissements sont rares et dans certaines zones, l'État est même absent.

- *Les crises politiques*

La mauvaise gestion des institutions, l'impunité, la corruption, l'injustice, le non-respect des valeurs démocratiques, de l'état de droit sont sources de frustrations, de mécontentements et de violences politiques. Ce qui a conduit à des bouleversements de régimes comme le cas du Burkina Faso, au Mali et tout récemment au Niger. Tous ces 3 pays ont connu, entre 2020 et 2023, des crises institutionnelles comme un autre pays voisin du Mali à savoir la Guinée Conakry. Ces crises sont principalement liées à l'insécurité qui prend sa source à partir des systèmes fragiles, des États défaillants et selon Okey UZOECHINA (DCAF, 2014) « ... un nouvel affaiblissement des dispositifs de gouvernance de la sécurité et l'incapacité des institutions chargées de la sécurité de l'État à étendre leur contrôle à des vastes étendues de territoire éloignées des centres d'administration, notamment les terrains arides et difficiles... ».

Cette diversité des crises et conflits armés renvoie, dans cet espace, à une diversité des causes. Quelles sont ces causes du malaise sécuritaire ?

Causes des crises et conflits armés dans l'espace AES

La situation sécuritaire dans les 3 pays confédérés de l'AES est liée à plusieurs causes dont l'évolution tient à divers facteurs. Cette zone a connu, des années 1990 à aujourd'hui, des conflits armés soit structurés comme le cas de rebellions et des milices armées pour le Mali et le Niger et des attaques terroristes pour l'ensemble de l'espace, y compris donc le Burkina Faso. Cette situation coïncide avec une période de circulation anarchique d'armes à feu, de drogue et de multiples trafics entretenus par une mosaïque d'acteurs armés qui cherchent à défier les Etats. Est- ce que cela est suffisant pour mieux circonscrire les causes de l'insécurité dans cet espace sahélien ?

- Les facteurs naturels liés à la menace de la paix

De l'indépendance à aujourd'hui, l'espace sahélien a connu plusieurs crises "écologico - alimentaires" dont les plus connues de mémoire populaire des paysans furent celles des années 1972, 1984, 1985, 1994, 1998 (Alpha Bouréima Gado 1993, Zangaou 1996). Les sécheresses et les inondations selon les zones ont été observées pour engendrer souvent des spectacles désolants, et susciter des mécanismes de survie multiples. Parmi ces mécanismes figurent les mouvements des populations vers d'autres localités plus rassurantes sur le plan sécuritaire et alimentaire.

Dans les années 1990, le Sahel découvre d'autres acteurs ayant fui la guerre en Algérie, précisément les salafistes qui vont développer plusieurs stratégies dans leurs relations avec les populations locales mais aussi avec l'environnement politique sous - régional. Les jeunes au chômage, précisément issus des mouvements armés constituent le groupe cible à enrôler pour certaines missions en rapport avec les activités criminelles. Ce qui ouvre la voie aux multiples formes de trafic que ces jeunes seront amenés à développer plus tard comme des ouvriers bons à tout faire, y compris les guerres de légion dans lesquelles ils sont enrôlés pour l'expansion du rêve de l'ancien guide libyen, le Colonel Mouammar Kadhafi, lui-même assassiné en octobre 2011. Il y a aussi les conflits autour des ressources naturelles comme la terre. Les éleveurs et agriculteurs ont connu des tragédies pour juste la dispute d'un morceau de terre ou d'un dégât dit champêtre. Les conflits intercommunautaires découlant des litiges fonciers, de la rareté des ressources naturelles et des déséquilibres environnementaux font partie des menaces sécuritaires des zones sahéliennes (Zeini MOULAYE, 2012 : 17-31)

- *Les facteurs socio- économiques*

Entre les années 1990 et aujourd’hui, les revendications sociales de certains groupes armés ont fragilisé certains États du Sahel comme le Mali et le Niger, plus tard rejoint par le Burkina Faso. Les conditions de santé et de scolarisation des zones affectées par les rebellions, les milices armées et les attaques terroristes sont devenues plus précaires. Ce qui accroît le sentiment de l’exclusion et de l’injustice sociale chez une bonne partie de la population, argument sensible chez les porteurs de ces revendications.

Les crises sociales sont source des turbulences surtout lorsque la précarité atteint un niveau de désespoir chez les citoyens. Ce qui fait penser à l’explosion en dernier ressort. Les grèves prolongées des scolaires et des travailleurs pourraient même déstabiliser, voire remettre en cause le fonctionnement normal d’un système.

Un autre élément porte sur les violences religieuses qui ont pris de l’importance dans certains pays de la sous-région dont le Niger, le Mali, le Nigeria avec les différentes connexions créées avec les groupes djihadistes dont Boko Haram qui a pris l’allure d’un mouvement régional (Bakary Sambé, 2015).

D’une manière générale, les tensions sociales sont à mettre, pendant cette période, en rapport avec les revendications des groupes religieux et syndicalistes qui expriment aussi un malaise social profond. Pour ce qui est des syndicats, ce sont les scolaires qui ont, jusqu’à une date très récente, occupé une place importante dans l’agitation sociale dans les États africains. La jeunesse malienne a joué un rôle décisif, par exemple, dans le changement qu’a connu le pays avec le renversement, en 1991, du président Moussa Traoré. Le sacrifice est officiellement reconnu puisqu’il est lourd de conséquences dont les pertes en vies humaines. C’est aussi l’exemple de *l’Union des Scolaires Nigériens* qui a perdu plusieurs de ses militants en février 90, mars 94, avril 2017, comme de la révolution de la rue en octobre 2014 au Burkina Faso qui a renversé le régime de Blaise Campaoré. Outre ces éléments, il y a également le phénomène de la drogue, du banditisme armé avec la prolifération des armes dites légères et la traite de personnes qui affectent toute la sous-région de l’AES. La pauvreté et le déclin des valeurs de tolérance et de solidarité constituent une ouverture aux différentes formes de dérapage qui précèdent et accompagnent ces crises socio-économiques devant lesquelles le politique a du mal à s’imposer (Hanne et Larabi, 2015).

- Les causes politiques

Les contestations des systèmes et processus électoraux, sur fond de méfiance et de rejet, expliquent la fragilité des institutions politiques africaines. Les crises politiques au Niger en 1999 et 2010, en Côte d'Ivoire en 2002 et 2011, au Togo en 2005 et 2010, et en Guinée Bissau en 2012, ... ont été d'essence politique. La dimension identitaire de ces crises aggravait la fragilité du système selon le pays. Dans ces systèmes fragiles, la mauvaise gouvernance, la corruption sont parfois dénoncées et décriées par les citoyens. La situation se complique davantage dans les zones où naissent des mouvements armés comme le cas des groupes rebelles et terroristes qui mobilisent les citoyens sur la base des insuffisances du système de sécurité. La gestion politico - administrative des régions affectées par les mouvements armés constitue un élément sur lequel les animateurs de ces groupes armés s'appuient pour apprécier le comportement de l'élite dirigeante. Dans ces zones, ils se montrent très sceptiques et critiques du comportement des représentants du pouvoir exécutif. En mai 1990, par exemple, avec les événements dits de Tchintabaraden dans le nord du Niger, les fronts armés naissant ont insisté sur plusieurs formes des détournements des biens envoyés aux populations. Ceci a créé un sentiment à la fois de frustration, de crise de confiance entre les administrations locales et les populations, et de contestation dont la source, au départ, sociale et économique, a évolué vers le politique. Les leaders de ces mouvements se présentent comme des patriotes engagés pour combattre l'arbitraire, la corruption et l'injustice cultivés par une minorité résidante dans les gros centres urbains, rejoignant ainsi l'analyse de Michel N'Gangbet (N'GANGBET Michel, 1984 : 81) à propos de l'administrateur tchadien des années 1980. Pour N'Gangbet, « l'administrateur tchadien, souvent incompétent, nommé pour une durée qu'il sait très courte, car dépendant des fréquents remaniements ministériels ou de l'humeur du chef de l'État, s'adonne volontiers à la corruption et se livre à des exactions sur la population. Détournements des deniers publics, alcoolisme, vol de bétail, double imposition fiscale, sont monnaie courante. Le népotisme est devenu la règle dans l'administration. L'autre cause principale du non fonctionnement de l'État est le dualisme du pouvoir régional. Le chef traditionnel, dont l'autorité repose sur des relations de type féodal, est souvent en opposition ouverte avec le représentant du pouvoir légal... ». La confusion des rôles faite souvent de manière délibérée aggrave l'exercice du politique sur un terrain où la question d'intérêts partisans détermine et pèse sur le reste, d'où des dérapages souvent violents et conduisant à de graves violations des droits humains comme sous la transition malienne au temps du capitaine Sanogo.

-Les crises de type identitaire

Les crises dites touarègues au nord du Niger et du Mali, la crise casamançaise au Sénégal, et la crise ivoirienne (2002-2011) revêtent pour l'essentiel une dimension identitaire (UEMOA : 2015 :58). Les ressortissants de ces zones qui ont pris les armes insistaient sur l'importance des facteurs d'injustice, d'impunité, de mauvaise gouvernance. Cette raison, subjective ou objective, est appuyée par le taux élevé de chômage qu'on rencontre dans ces régions d'une part, et la faiblesse d'alternatives, selon les pays, à se procurer un travail salarié d'autre part. La jeunesse de certaines zones au Mali et au Niger, par exemple, est sensible à ce discours qui lui rappelle les conditions de vie difficile dans lesquelles elle a évolué. Une telle situation est génératrice de tensions et d'autres crises plus aigües.

Le comportement porté le plus souvent par des critères dits de régionalisme et d'ethnocentrisme propres à la plupart des rébellions africaines révèle cette tendance qui fait partie des limites de ces mouvements en Afrique.

Au Niger, par exemple, pour revenir aux rebellions armées, les représentants de ces fronts se sont généralement pris aux symboles et agents de l'État. Ainsi plusieurs militaires, agents du secteur paramilitaire et de l'administration ont été pris pour cibles. Au cours de ces attaques qui essayaient théoriquement d'épargner les civils, de nombreux biens ont été parfois pillés. Les violences sur les civils sont beaucoup plus visibles lorsqu'il y a des règlements de compte entre fractions rebelles, entre des milices ou entre rebelles et miliciens.

Le Niger de la dernière décennie du XXème siècle constitue un bel exemple où les problèmes sociaux, économiques et politiques sont identifiés comme éléments caractéristiques de la déliquescence de l'État. Les Maliens des régions de Gao, Ménika, Tombouctou, Taoudenit et de Kidal ont développé à peu près les mêmes arguments pour justifier l'enclenchement des hostilités armées dans cette partie du pays d'une part, et obtenir un statut particulier pour ces régions d'autre part. Ce même argument est aussi repris par « les opposants armés Casamançais » (Gasser G, 2002:459-498)

Mais est-ce qu'à dire que ces zones, dont les ressortissants ont choisi de se rebeller contre l'autorité de l'État, sont les seules à être victimes de la pauvreté, de la mal gouvernance, de l'incompétence et de l'indifférence des pouvoirs publics dans l'espace saharo – sahélien ?

D'ores et déjà, une telle question pose la problématique de la nature des rapports qui existent entre l'administration et ses administrés. Les manques de transparence, de gouvernance démocratique sont avancés pour justifier généralement, à tort ou à raison, ce que les administrés développent comme image de leurs administrateurs. Ce qui participe à la détermination des

sources dites d'insécurité et d'instabilité dans cet espace. Bien que non exhaustives, ces sources sont liées à la porosité des frontières, à la prolifération des ALPC et au trafic de drogue et autres stupéfiants, aux atteintes des libertés individuelles et collectives, à la pauvreté, aux mouvements forcés des populations du fait des violences armées. Ces maux se combinent souvent pour concerner plusieurs États à la fois comme la Libye, le Burkina Faso, le Niger, le Mali. A travers ces facteurs qui aggravent la situation sécuritaire de cet espace, il apparaît que les enjeux sécuritaires sont loin d'être maîtrisés par des États pris individuellement, puisque fragiles et ne disposant pas d'un système de sécurité performant au niveau régional.

Acteurs et enjeux sécuritaires régionaux

L'espace sahélien, de par son-étendue, son enclavement et ses hostilités à une vie meilleure constitue le carrefour du danger tel qu'il est interprété par certains spécialistes de la sécurité. Dans cet espace, est-il soutenable de considérer que « le Sahel possède une culture de l'insécurité qui s'est aggravée depuis vingt ans » selon Hanne et Larabi (2015 :76) ? La grande mobilité des acteurs porteurs des violences armées, de la grande criminalité, la prolifération des armes illicites et la porosité des frontières, la défaillance des systèmes de sécurité aux niveaux national et régional aide facilement à soutenir cette thèse. Qui sont ces acteurs et comment se construisent leurs connexions ?

Acteurs porteurs d'insécurité

A l'intérieur des États, les porteurs d'insécurité sont facilement localisables par les actes qu'ils posent et l'identification de leurs victimes. Mais au niveau sous- régional, c'est-à-dire à l'échelle de l'AES, cet exercice se complique par la grande mobilité des acteurs qui le portent. Ceux-ci traversent facilement plusieurs frontières étatiques avec des réseaux multiples de complicité qui aident à concrétiser le but. A ce niveau, la complaisance, la corruption au niveau des services de sécurité et de l'administration contribuent au succès du grand banditisme. Ce qui est défavorable à la mission des forces de défense et de sécurité dans une géopolitique internationale orientée à aider l'ennemi.

Le Niger et le Mali, pour de nombreux observateurs, présentaient une carte sécuritaire similaire jusqu'en mars 2012. A partir de cette date, avec le coup d'État du capitaine Sanogo et surtout l'occupation du Mali par des groupes armés djihadistes et un mouvement rebelle – le MNLA-, la situation malienne prend un autre tournant. Ces pays ont connu des rebellions et des milices armées avec des caractéristiques souvent différentes, mais avec beaucoup de similitudes.

Les mouvements armés selon les États

Le Mali a connu quatre rébellions touareg, de 1963 à 2012, et le Niger en a enregistré deux rébellions touareg et une rébellion toubou, de 1990 à 2009. A côté de ces mouvements armés, il y en a eu d'autres animés par des milices et des réseaux de bandits. Ils sont constitués pour l'essentiel des nationaux, donc des autochtones issus souvent de plusieurs groupes ethnolinguistiques qui leur facilitent des traversées de frontières lors de certaines situations difficiles, d'où un certain dosage de complicités.

Les rébellions au Mali étaient respectivement, de 1963-1964, pour la première, de 1990-1996, pour la seconde, de 2006-2008, pour la troisième et 2012 pour la quatrième et dernière (!). Ces rébellions ont concerné non seulement les Kel Tamacheq, mais aussi les arabes pour celle de 1990-1996 (Dr Hamidou MAGASSA, 2012 : 6-16). A côté des rébellions armées, l'espace malien a aussi enregistré des milices armées comme le Mouvement Ganda Koye (MGK), lui-même devenu Mouvement Ganda Koye Izé. Au Niger plusieurs milices souvent difficiles à contrôler par les gouvernements ont vu le jour, d'abord pendant la rébellion des années 1990 dans la région de Tahoua, précisément à Tassara, ensuite dans la région de Tillabéri pour les années 1998, et elle s'est prolongée jusqu'aux années 2012. La même situation d'expression de milice armée a été observée autour des années 2000 dans la région de Diffa, mais vite maîtrisée sous la 5^{ème} république, donc sous la présidence de Mamoudou Tandja, lui-même ressortissant de la zone.

L'intérêt de souligner la manifestation de ces mouvements armés est qu'ils ont disposé d'une quantité importante d'armes et de munitions qui a fragilisé le système sécuritaire national et sous - régional. Par exemple les questions touarègues et toubou, de par la mobilité et les outils de guerre utilisés par les acteurs, concernent non seulement les pays cités (Mali et Niger), mais aussi ont été influencées par les positions géopolitiques de certains États comme la Libye, la Mauritanie, l'Algérie, le Tchad et de certaines puissances occidentales comme la France (Bernard Doza). Aussi ces acteurs habiles au maniement des armes sont très facilement récupérés par d'autres groupes, précisément de narcotrafiquants et de djihadistes à des fins défavorables à la paix. C'est la loi de l'argent et du gangstérisme qui règne, d'où le développement de l'esprit de gain facile et de l'impunité, aggravant la situation sécuritaire dans la région.

Quelques enjeux sécuritaires au Sahel

Les enjeux sécuritaires dans cet espace renvoient à des défis réels. Ils sont liés à plusieurs situations et contextes dont :

-L'enjeu lié aux connexions sécuritaires et terroristes

Les multiples attaques terroristes souvent attribuées ou réclamées par certains groupes djihadistes ont concerné l'ensemble des pays du Sahel. Le Mali a connu une tragédie où des acteurs de plusieurs nationalités (Nigérians, Égyptiens, Tunisiens, Saoudiens, Pakistanais, Afghans, Cap-verdiens, Français, ...) seraient sur le terrain des opérations criminelles. L'attaque de l'hôtel Radisson de Bamako en novembre 2015 revendiquée par Al Mourabitoune et le Front de libération du Macina, les attaques de Ouagadougou et de Grand Bassam (respectivement en janvier et mars 2016) attribuées à AQMI et à Al Mourabitoune montrent la complexité de la question sécuritaire au Sahel. Ces attaques se sont multipliées selon les pays comme au Niger avec les cas d'Arlit et d'Agadez en mai 2013. Elles ont été revendiquées par Abou Walid Sahraoui au nom du Mujao et auraient impliqué des hommes de Mokhtar Belmokhtar et à son groupe *Les Signataires par le Sang* (Antonin Tisseron, 2017 :4) pour montrer l'internationalisation des dites attaques. C'est dans cet esprit que le commando qui a attaqué les infrastructures gazières d'In Amenas, en Algérie, aurait compté dans ses rangs des ressortissants canadiens. La mobilité de ces porteurs d'actes terroristes appuyés par des moyens de communication souvent efficaces avec des réflexes d'adaptation aux comportements de leurs ennemis compliquent la lutte contre le terrorisme. Ce qui renvoie à un combat transcendant les frontières nationales.

-Enjeu lié à la lutte antiterroriste

La lutte contre le terrorisme dans l'espace sahélien devient un carrefour d'influences, de pouvoirs, de contre-pouvoirs au niveau des nations qui ont des visées dans cet espace. Parmi ces États, il y a ceux qui sont faibles militairement et se recensent parmi les victimes comme le Mali et le Niger, d'une part, et ceux qui se défendent le mieux et sont de prétention de puissances régionales comme l'Algérie et le Nigéria¹, d'autre part. A ces pays, s'ajoutent ceux

¹ Le Nigéria était longtemps considéré comme une puissance régionale respectée. Depuis 2013 avec ses insuffisances militaires notoires face à Boko Haram, ce mythe a connu une certaine régression ou dégringolade. C'est ce que le pouvoir de Mohamadou Bohari a essayé de relever comme défi parmi tant d'autres. La Libye, avant la guerre au cours de laquelle son leader de l'époque a été assassiné en octobre 2011, était également citée parmi les pays disposant d'une certaine influence dans l'espace saharo-sahélien car de nombreuses initiatives en matière de déstabilisation et de paix sont soutenues par ce pays.

qui disposent d'une influence réelle et qui jouent, selon les circonstances, le rôle des sapeurs-pompiers au niveau international comme la France et les États-Unis d'Amérique.

Des organisations et des bases militaires ont été implantées dans certains pays du Sahel comme le Niger sans même que les parlements aient été consultés. Cette situation dénoncée d'abord par certains acteurs indépendants du régime déchu a été corrigée par le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie qui a mis fin à tous les Accords contraires à l'esprit de la souveraineté nationale.

Comment à partir de ces 3 pays au sud de l'Afrique subsaharienne se construit une carte sécuritaire dont les extensions affectent un ensemble régional qui montrent les limites des solutions locales, nationales et régionales.

-Enjeu lié aux mauvaises pratiques

Les mauvaises pratiques sont de l'ordre de la criminalité nouvelle, elle-même portant sur la corruption, la délinquance économique et financière, le blanchiment d'argent, la fraude et le détournement des ressources publiques, le trafic des œuvres artistiques et culturelles, des stupéfiants et des armes, les atteintes aux libertés individuelles et collectives (Moulaye, 2005 :63-64). Elle prend de plus en plus de l'ampleur dans les sociétés où le pillage des ressources nationales est fait par une petite minorité de cadres qui mettent de côté les valeurs de morale et d'éthique, sur fond de la mauvaise gouvernance. L'espace sahélien déjà actif dans les multiples trafics illicites a une longue histoire dans ce sens. Selon Hanne O et Larabi G (2015 : 77) « Adossé au Sahara, le Sahel est l'une des interfaces les plus actives du monde pour les trafics illégaux. Elle l'était déjà avant la colonisation et après l'indépendance. Dans les années 1970, profitant de la richesse de la Libye qui subventionnait les produits alimentaires et le carburant, des norias de camions apportaient au Niger les produits libyens revendus plus chers, en échange de cigarettes, de la drogue du Golfe de Guinée et des armes du Tchad. On déchargeait les camions à Madama avant de faire passer les cigarettes en Libye ». Il s'agit des trafics qui portent sur divers échanges qui sont assurés par certains groupes ethnolinguistiques notamment les Toubous, les Arabes et les Touaregs. Ils sont réputés dans la contrebande « ... de l'alcool, du bétail, des armes et voitures » entre le Niger et la Libye (INES KOHL, 2013 : 139 :159). Les autorités régionales d'Agadez observaient une certaine complaisance et délivraient même, selon INES (2013 :152), des laisser - passer officiels. Mais celles-ci sont vite dépassées par la complexité de la situation qui devenait de plus en plus difficile à gérer avec le développement de l'insécurité portée par des groupes de narcotrafiquants et des transporteurs à

la moralité douteuse qui abandonnent souvent leurs passagers dans le Sahara comme le font certains passeurs en pleine méditerranée pour les migrants.

Les nouvelles pratiques liées aux activités illicites mettant en exergue l'économie transfrontalière et ses risques renvoient à des comportements audacieux qui, dans cet espace, demeurent l'apanage des groupes ethnolinguistiques de tradition nomade.

-Enjeu lié à la prolifération des armes illicites

Les statistiques révèlent qu'en 2004, il y avait plus de 640 millions d'armes légères en circulation dans le monde (hors du contrôle des États), dont 30 millions en Afrique et 8 millions en Afrique de l'ouest selon Zeini Moulaye (2005 :47-48). Ces armes constituent un facteur d'aggravation de l'insécurité dans le monde. Depuis 1990, selon Moulaye (2005 :48) citant le Ministère français de la Défense et le Ministère français des Affaires étrangères, ces armes légères ont fait entre 500 000 et 700 000 victimes par an dans le monde, soit environ une victime chaque minute. Plus de 80% de ces victimes sont des civils. Ces chiffres ont beaucoup plus augmenté avec les nouveaux conflits armés, le terrorisme international et le développement de la criminalité à travers le monde.

Ces armes détenues souvent par des particuliers aiguisent chez certains citoyens la propension à s'armer pour assurer leur sécurité et celle de leurs biens. La guerre civile en Libye a multiplié le trafic d'armes dans l'espace saharo-sahélien où les conditions d'armement sont devenues plus favorables pour les différents groupes armés. Ainsi écrit INES (2013 : 153) « A travers ces frontières perméables, les rebelles Touaregs du MNLA du Mali ne sont pas les seuls à avoir profité d'un immense stock d'armes et de munitions. Ce sont aussi des bandits, et des groupes djihadistes comme AQMI (al-Qaeda au Maghreb islamique), le MUJAO (le mouvement pour l'Unicité et le Djihad en Afrique de l'Ouest) ou encore Ansar ad-din, qui ont mis la main sur les armes ». Les mêmes armes sont utilisées partout en Afrique du Nord, précisément en Algérie, en Libye et en Égypte. Ce qui constitue un enjeu sécuritaire dont le contrôle tend à échapper aux gouvernants.

-Défi lié au potentiel minier et énergétique du Sahel

L'engagement accru des acteurs internationaux au Sahel montre bien le niveau des convoitises que suscite cette région que les experts comptent bien l'importance de ces ressources minières et énergétiques (pétrole, gaz, uranium, or, manganèse) que l'économie de demain. La lecture de la situation sécuritaire du Burkina Faso, du Mali et du Niger permet d'observer une carte

sécuritaire dont les extensions affectent un ensemble régional qui montre les limites des solutions à un problème qui dépasse et embrouille les frontières des États.

Éléments de solutions

Le diagnostic de la situation sécuritaire dans l'espace AES fait ressortir une diversité des causes, qui, elles-mêmes, font appel à une pluralité de mesures. Parmi les éléments des solutions, on peut noter :

- la connaissance d'un répertoire historique et détaillé des formes de crises et de leurs causes cf. les types des crises : crises naturelles, crises liées aux processus et systèmes électoraux, aux frontières, les crises identitaires, les contestations et mutineries militaires. Tout cela vise à donner des réponses adéquates aux problèmes sécuritaires ;
- le renforcement de la gouvernance politique à travers le respect des constitutions, des lois électORALES, la lutte contre la corruption, donc une bonne gestion par les gouvernements. Au niveau de cet espace, il serait bénéfique pour les États de même sensibilité socio - culturelle et politique d'harmoniser les lois électORALES, de promouvoir le dialogue politique qui privilégierait les facteurs de prévention et de gestion des crises électORALES et politiques. A ce niveau, les organismes faisant office des parlements ont un rôle déterminant dans la promotion des bonnes pratiques ;
- la communication pour un changement de comportement au niveau des acteurs en conflits. Ce qui renvoie à l'importance d'un programme d'information et de sensibilisation pour rétablir le dialogue et la confiance ;
- au plan militaire, les trois pays ont mis en place une architecture unifiée des forces de défense et de sécurité qui permet une meilleure coopération militaire. Au Niger, on a assisté à la création de la base de défense n°9 avec la création de plusieurs bataillons dans certains chefs – lieux des communes comme Kokorou, Méhana, Bankilaré ;
- les rapports de parenté à plaisanterie régulent les rapports sociaux entre différents groupes ;
- la lutte contre la pauvreté est un élément clé pour stabiliser et normaliser les groupes souvent éclatés. Investir dans la jeunesse pour réaliser des programmes de lutte contre la faim, la soif, l'ignorance, la délinquance, la violence, etc ;
- l'organisation et la mobilisation de manière cohérente de certains acteurs stratégiques de l'espace AES, comme les jeunes, les femmes, les leaders coutumiers et religieux, donc à travers des structures des ONG et Associations ;

- la lutte contre les groupes armés (le banditisme armé, les rébellions, les groupes d'autodéfense, le terrorisme) dans une perspective d'intégration nationale et sous - régionale où la mise en commun des intelligences, des stratégies favorables au renforcement du système d'une politique commune de Paix et Sécurité.

Conclusion

Un répertoire des pays africains qui ont connu, ou connaissent aujourd’hui encore des situations de crises et conflits armés, depuis les années 1990, montre bien et toujours la fragilité de cette partie du monde à faire face à ses défis sécuritaires. La situation reste toujours précaire au Sahel, précisément dans l'espace AES. Cette lecture de la situation sécuritaire se complique avec des partenaires qui, du jour au lendemain, sont perçus comme des ennemis de la paix dans ces pays. Les causes de cette complication sont diverses et les outils utilisés pour faire taire les armes varient selon les acteurs qui agissent soit isolément, soit collectivement. La carte sécuritaire de la zone se complique depuis la chute du Président malien Amadou Toumani Touré en mars 2012, précédé de l'assassinat, le 20 octobre 2011, du guide libyen Maommar Kadhafi (J-F Coustillièvre, CM 79 Automne 2011 :71-72), début d'une véritable crise dans ce pays, des bouleversements liés aussi au *printemps arabe* et du développement des attaques des groupes terroristes au Nigéria, au Niger, au Tchad, au Cameroun, et ensuite au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Bref, la menace est réelle et se trouve partout en Afrique saharo-sahélienne, surtout à partir de 2020 dans les 3 pays de l'AES. Plusieurs stratégies et programmes ont été initiés par les autorités locales, nationales et leurs partenaires en vue d'assurer la paix et la sécurité dans cette zone, gage d'un développement territorial, harmonieux et durable. Mais l'anticipation sur ces crises et autres tragédies demeure un exercice rarement réussi. Cela revient aussi à interroger la gouvernance du secteur de sécurité dans cette partie du Sahel qui est perçue comme faible par les populations. Plusieurs solutions ont été initiées dont des changements de régimes avec des équipes plus audacieuses qui vont jusqu'à la dénonciation des accords avec certaines puissances dont la France et les États-Unis pour le Niger. Malgré ces mesures, force est de constater que l'insécurité persiste et continue d'endeuiller les familles des populations civiles et les éléments des forces armées nationales.

BIBLIOGRAPHIE

- GALY Michel (sous la dir. de), 2013, La guerre au Mali : Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : Enjeux et zones d'ombre, Ed. La Découverte, 198 p.
- Hanne O, Larabi G, 2015, Jihâd au Sahel : Menaces, opération Batkhane, coopération régionale, Bernard Giovanangeli Editeur, 191p.
- MAIGA Mariam Djibrilla, 2011, Lutte contre le terrorisme au Mali, Ed. La Sahélienne, 44 p.
- MICHAUD Yves, 1996, La violence apprivoisée, Ed. Hachette.
- MOULAYE Zeini, 2012, Défis et enjeux sécuritaires au Mali : Quelle gouvernance pour demain ? in Actes du Forum des leaders religieux, pp :17-31.
- N'GANGBET Michel, 1984, Peut-on encore sauver le Tchad, Ed, Karthala, 135p.
- PIGUET François, 1998, Des Nomades entre la ville et les sables : La sédentarisation dans la corne de l'Afrique, Ed Karthala - IUED, 444p.
- Livre blanc sur le « Problème du Nord » du Mali ,1994, pp16-18.
- RUPNIK Jacques (sous la direction de). 1995, Le déchirement des nations, Ed. du Seuil, 283p.
- SALIFOU A, 1993, La question touarègue au Niger, L'Ed. Karthala, 207 p.
- ZARTMAN I William., 1990, La résolution des conflits en Afrique, éd. L'Harmattan.
- ZANGAOU Moussa, : Acteurs frontaliers et insécurité dans le triangle du Liptako – Gourma, in Science et Technique, Lettres, Sciences humaines et sociales, Vol. 38, N°2, Décembre, 2022, pp. 137 à 153, ISSN 1011-6028
- ZANGAOU Moussa, Le sahel, espace de crises et de conflits armés, in CERPHIS, N°26, 2021, pp. 73 à 85, ISSN : 2523-6083
- ZANGAOU Moussa, (2002), Transterritorialité et insécurité dans le Liptako : Nord du Burkina Faso, Est du Mali et Ouest du Niger.